

Accueil | Info | Politique | Politique fédérale

Ingérence étrangère : les Communes adoptent une motion réclamant une enquête publique




 chef néodémocrate, Jagmeet Singh, pilote cette motion réclamant une enquête pour faire la lumière sur les allégations d'ingérence chinoise.

PHOTO : LA PRESSE CANADIENNE / ADRIAN WYLD

INFO

Radio-Canada

Publié le 23 mars 2023 à 13 h 42 HNE

Mis à jour le 24 mars 2023 à 10 h 57 HNE

Une majorité d'élus fédéraux ont voté jeudi en faveur d'une motion néodémocrate réclamant la tenue d'une enquête indépendante et publique sur les allégations d'ingérence étrangère dans la politique canadienne.

Au total, 172 députés, provenant principalement des rangs néodémocrate, conservateur et bloquiste, ont appuyé la motion, alors que 149 autres, des libéraux, ont voté contre.

La motion, non contraignante, demande au gouvernement de « lancer une enquête publique nationale sur les allégations d'ingérence étrangère dans le système démocratique canadien, y compris, mais sans s'y limiter, les allégations d'ingérence dans les élections générales par des gouvernements étrangers ».

Elle a été déposée par le NPD au lendemain du retrait du caucus libéral du député de la région de Toronto, Han Dong, sous les feux des projecteurs pour avoir possiblement recommandé à la Chine de reporter la libération des deux Michael en 2021.

Han Dong, qui a lui-même approuvé la motion, nie les allégations portées contre lui et souhaite par ailleurs prouver son innocence. En chambre mercredi, il a expliqué qu'en se retirant, il voulait éviter de nuire aux activités gouvernementales.

Selon Global News, le député de Don Valley-Nord aurait incité la Chine, lors d'une conversation téléphonique tenue en février 2021 avec Han Tao, le consul général chinois de Toronto, à reporter la libération des deux Michael afin de miner la performance du Parti conservateur aux élections de 2021.

Correction

Dans une version précédente de ce texte, il était écrit que Han Dong aurait eu une conversation téléphonique avec le consul général chinois de Toronto en 2011. Cette conversation se serait plutôt déroulée en 2021.

La formation alors dirigée par Erin O'Toole tenait un discours hostile à l'égard de Pékin.

Michael Spavor et Michael Kovrig ont été emprisonnés en sol chinois en 2018, dans la foulée de l'arrestation de Meng Wenzhou qui a eu lieu la même année. L'arrestation des deux Canadiens, incarcérés pendant plus de 1000 jours, avait été perçue par plusieurs pays comme une prise d'otage politique.

Mme Wenzhou avait été arrêtée à Vancouver dans le cadre d'un mandat d'arrestation américain, notamment pour fraude bancaire et pour avoir dérogé aux sanctions américaines contre l'Iran. Les dernières accusations ont été abandonnées en décembre 2022.

Le reportage de Valérie Gamache

Une enquête publique pour tirer l'affaire au clair

Depuis quelques semaines, les parlementaires de l'opposition demandent à l'unisson la tenue d'une enquête indépendante et publique concernant les allégations d'ingérence de la Chine dans la politique canadienne, informations qui ont été initialement relayées par Global News.

PUBLICITÉ

Ciblé de toutes parts, l'état-major du Parti libéral soutient qu'il n'a jamais été mis au courant des allégations d'ingérence étrangère, qui s'accumulent depuis l'automne 2022. Cependant, Global News a publié, plus tôt ce mois-ci, des informations à propos de l'existence de deux rapports, dont l'un date de 2019 et l'autre de 2022, et qui révèlent que des députés fédéraux auraient perçu des versements de représentants du gouvernement chinois.

Ces rapports auraient été acheminés au gouvernement fédéral par le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), soutient Global.

La nomination de David Johnston comme rapporteur spécial sur l'ingérence étrangère avait aussi attiré les critiques des conservateurs et des bloquistes. La proximité entre Justin Trudeau et M. Johnston, ancien gouverneur général, a été décriée par les chefs des deux partis.

M. Johnston aurait d'ailleurs tenu des propos élogieux à l'égard de la Chine, a surenchéri le chef du Bloc, Yves-François Blanchet, plus tôt ce mois-ci. Ce dernier a réclamé cette semaine la révocation du mandat de rapporteur spécial de l'ancien gouverneur général.

David Johnston devra déterminer si la tenue d'une enquête publique est nécessaire dès le 23 mai. Sa propre enquête, qui doit porter sur l'étendue et les conséquences de l'ingérence étrangère dans les processus électoraux du Canada, devra être finalisée avant le 31 octobre 2023.

À lire aussi :

- Allégations d'ingérence chinoise : le député Han Dong quitte le caucus libéral

- Ingérence étrangère : David Johnston nommé rapporteur spécial indépendant
- Ingérence étrangère : le comité parlementaire réclame une enquête publique et indépendante

Commentaires



Vous souhaitez signaler une erreur?

Écrivez-nous [↗](#)

Vous voulez signaler un événement dont vous êtes témoin?

Écrivez-nous en toute confidentialité [↗](#)

Vous aimeriez en savoir plus sur le travail de journaliste?

Consultez nos normes et pratiques journalistiques [↗](#)

PUBLICITÉ

LES PLUS POPULAIRES

Et si le Canada misait sur l'énergie solaire?

Des panneaux installés sur les toits viables pourraient générer le quart de l'électricité consommée au pays.

Hier | Énergie

Aide médicale à mourir : Québec s'impatiente et exige une mesure d'exception à Ottawa

Québec exige qu'Ottawa apporte une modification au Code criminel qui s'appliquera uniquement au Québec.

Il y a 52 minutes
| Politique fédérale

Interdiction d'utiliser les poêles à bois à Québec à partir de mercredi à midi

Il s'agit d'une mesure préventive de la Ville de Québec alors que la qualité de l'air se détériore.

Hier
| Pollution

La colère gronde chez les agriculteurs québécois

Les agriculteurs réclament un plus grand soutien de l'État en ces temps difficiles.

Il y a 6 heures
| Agricult

Fonction publique fédérale : ingérence politique et perte de fierté

La fonction publique doit regagner la confiance des Canadiens pour ne pas mettre en péril la démocratie.

Il y a 6 heures
| Politique fédérale

PUBLICITÉ

PUBLICITÉ



Infolettre Info nationale

Nouvelles, analyses, reportages : deux fois par jour, recevez l'essentiel de l'actualité.

[Voir la plus récente édition](#)

Courriel

moncourriel@exemple.com

[M'abonner](#)



SUIVEZ-NOUS



NOS APPLICATIONS



NOUS JOINDRE

[Partager une nouvelle](#)

[Source anonyme](#)

PRATIQUES JOURNALISTIQUES

[Les coulisses de l'Info](#)

[Mot de l'Info](#)

[Divulgarion des activités](#)

[Normes et pratiques journalistiques](#)

ABONNEZ-VOUS À L'INFOLETTRE

L'information vous passionne? Nous aussi!

Abonnez-vous à notre infolettre pour ne rien manquer.

Courriel

moncourriel@exemple.com



M'abonner

Voir la plus récente édition [↗](#)